



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale
après examen au cas par cas, relative
à la révision du zonage d'assainissement
des eaux usées et des eaux pluviales
de la commune de Loriol-sur-Drôme (Drôme)**

Décision n° 2017-ARA-DUPP-460

DÉCISION du 19 septembre 2017
après examen au cas par cas
en application de l'article R122-18 du code de l'environnement

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-00460, déposée par la commune de Loriol-sur-Drôme (Drôme) le 19 juillet 2017, relative à la révision de son zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes du 17 août 2017 ;

Considérant que la commune de Loriol-sur-Drôme est équipée d'un réseau d'assainissement important, comportant 40 kilomètres de réseau enterré pour l'eau pluviale et 44 kilomètres de réseau séparatif pour le réseau d'assainissement collectif ;

Considérant l'adéquation du zonage d'assainissement avec le règlement graphique du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune, notamment le raccordement existant et futur de l'ensemble des zones U (urbanisées) et AU (à urbaniser) du PLU ;

Considérant les capacités de traitement de la station d'épuration évaluées à 12 000 équivalents habitants, son bon fonctionnement général relevé par les dernières données d'autosurveillance et la capacité de cet équipement à recevoir les effluents à venir prévus dans le cadre des projections démographiques annoncées par le Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant les équipements en bassins de rétention de la commune et le programme de réalisation de bassins de rétention complémentaires destiné à répondre aux enjeux liés aux eaux de ruissellement et à la

saturation constatée du réseau ;

Considérant l'objectif de compatibilité des zonages et du schéma d'assainissement avec la carte d'aptitude des sols à l'infiltration ;

Considérant que le dossier de demande précise que le zonage d'assainissement révisé est compatible avec les orientations du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la rivière Drôme ;

Considérant la contribution du projet de zonage d'assainissement à la préservation du périmètre de captage de « La Négociale » situé au niveau de la zone industrielle de Champgrand ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux de pluie de la commune de Loriol-sur-Drôme n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale.

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la procédure **de révision du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Loriol-sur-Drôme** (Drôme), objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00460, **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R122-18 du code de l'environnement, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,



Jean-Pierre NICOL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1